

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 35

Bulletin d'information de la **CNGR**
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

A SAVOIR

LA DEFENSE DES SERVICES PUBLICS

est au cœur des mouvements sociaux. Alors que les salariés de la RTM (Régie des Transports de Marseille) en sont à leur 45ème jour de grève contre la privatisation de l'exploitation du futur tramway, les cheminots ont fait 24 heures de grève contre le découpage des activités de la SNCF et la sous-traitance de plusieurs services à des filiales de droit privé (bagages, accueil, ...) A la RATP, la CGT, syndicat majoritaire, appelle les agents à se mobiliser contre les atteintes au service public orchestrées par le PDG, la très libérale Anne-Marie Idrac. Le 19 novembre, 30 000 personnes ont manifesté à Paris pour la défense des services publics, à l'appel de nombreuses associations et organisations syndicales et politiques, dont la Gauche Républicaine.

40, 3 MILLIONS DE SEROPOSITIFS

DANS LE MONDE, dont une part croissante de femmes, 43% au total. C'est le chiffre établi par l'ONUSIDA dans son rapport pour l'année 2005. L'organisme évalue à 3, 1 millions le nombre de personnes qui décèderont du Sida d'ici à la fin de l'année, ce qui élève à 25 millions le nombre de morts causées par la pandémie depuis 1981. L'Afrique subsaharienne reste la région la plus touchée par le fléau, avec 25, 8 millions de séropositifs et 2, 4 millions de morts cette année.

LA CRISE POLITIQUE ISRAËLIENNE

s'approfondit avec la démission du premier ministre Ariel Sharon et sa décision de quitter le Likoud pour former un autre parti. Le président de la République, Moshé Katsov, s'apprête à dissoudre la Knesset et à programmer des élections anticipées d'ici à la fin mars 2006. La crise politique a été déclenchée par la désignation d'Amir Peretz à la tête du parti travailliste, qui a décidé de retirer sa formation du gouvernement de coalition avec la droite.

EDITO : LE PS AU SON DU SYNTHETISEUR

«J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer»

Racine, Britannicus

Ne boudons pas notre plaisir. Pour une fois que nous tombons d'accord avec Michel Rocard, écrivons le sans honte : la synthèse approuvée par le congrès du Mans est placée sous le signe de la confusion. Il serait donc possible de marier l'eau et le feu, de concilier Bockel et Emmanuelli, le blairisme sans fard et ce qui nous avait paru – à tort ? – les prémices d'un changement de cap du socialisme français.

Puisque l'intrigue en coulisses a été, une fois de plus, la reine de ce week-end des dupes, déroulons ses fils. A la manœuvre : François Hollande, candidat virtuel à la présidence de la République, tout à sa rivalité avec les éléphants de son propre courant, à commencer par Dominique Strauss-Kahn, qui, avant de se savoir « trompé » par le premier secrétaire, s'est fendu d'un discours où les « moi je » avaient notoirement remplacé les « nous » habituels aux congrès militants. Pour contrer DSK et rééquilibrer sa majorité, Hollande en appelle à Fabius, qui ne demandait qu'à avaler son chapeau pour revenir au bal des prétendants. Peillon et Emmanuelli lui emboîtent le pas, à moins qu'ils ne marchent dans les brisées de feu Jean Poperen, expert s'il en fut des grands discours à gauche et petits accommodements « gestionnaires ».

L'accord fait deux victimes : DSK qui voit son poids s'amoindrir dans la nouvelle direction et sa candidature présidentielle se banaliser au regard des autres ; et Arnaud Montebourg, du moins provisoirement, surtout s'il persiste à penser que l'avenir de la gauche dépend principalement de l'évolution des institutions vers un régime primo-ministériel.

Certes, le « gauchissement » de la motion de synthèse est indéniable, puisqu'y figurent, entre autres concessions aux minoritaires, l'abrogation de la loi Fillon et l'engagement à ne pas redonner vie au « traité constitutionnel » de l'Union Européenne. Encore que sur ce point, nous avons la faiblesse de croire que le vote souverain du peuple français y suffit.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et en l'absence d'un véritable projet du parti, de nombreuses interrogations demeurent, qui pointent autant d'insuffisances dans l'orientation actuelle du PS. Quid des services publics, de leur préservation du champ concurrentiel, des renationalisations à effectuer ? Quid de la revalorisation des salaires, que l'on ne saurait réduire à la seule augmentation du SMIC ? Quid d'une réforme fiscale qui taxerait les superprofits engrangés par les grands groupes capitalistes ?

(Suite page 2)

A l'heure où Angela Merkel met en place son gouvernement de coalition avec le SPD, qui annonce un train de mesures d'austérité dont pâtiront les salariés allemands, réjouissons-nous que le PS déclare ne pas vouloir céder aux œillades de l'UDF. Mais quelles propositions a-t-il à faire aux autres partis de gauche ? Devrons-nous attendre novembre 2006 et la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle pour engager le débat ? Si tel était le cas, il faudrait en conclure que la rue de Solferino entend faire passer le reste de la gauche sous ses fourches Caudines plutôt que de rechercher un accord entre partenaires.

La Gauche Républicaine ne participera à aucune combinaison politique pour faire triompher un homme et son clan, fussent-ils « de gauche ». Nous souhaitons que toute la gauche, y compris le parti socialiste même s'il reste pour l'instant très éloigné de notre démarche anti-libérale, engage au plus vite des conversations régulières pour cerner convergences et divergences.

Il faudra ensuite enrichir le débat en y associant le plus grand nombre possible de citoyens, et définir les modalités qui nous permettraient de conclure un accord de législature à l'horizon 2007. Les Français n'ont que faire des combinaisons d'appareils, moins encore des rafistolages de fractions. Ils attendent de la gauche qu'elle leur présente une véritable alternative au libéralisme, qui met notre pays à la souffrance.

DE LA CNGR A LA GAUCHE REPUBLICAINE

Réunie en assemblée générale le 5 novembre, la CNGR a approuvé, à l'unanimité des membres présents, plusieurs modifications de ses statuts. Les adhérents ont décidé d'appeler leur formation Gauche Républicaine et d'abandonner le mode de direction « coordonnée », au profit d'une structure unifiée.

Ainsi, un Comité Directeur représentatif de l'implantation de la GR dans les régions a été élu. L'instance exécutive de l'organisation est désormais son Secrétariat, composé des camarades suivants :

Secrétaire National à l'organisation :	Danielle CROS-RABUAT
Chargé des relations extérieures :	André DELUCHAT
Chargé de la Trésorerie :	Dominique FIE
Chargé de l'Education et de la Culture :	Jean Luc GONNEAU
Chargée de la Santé et des affaires sociales:	Anne Marie LETENEUR
Chargé de l'économie :	Pierre MASCOMERE
Chargé des études et de la formation :	Nicolas POMIES
Secrétaire Général :	Pierre CARASSUS

Des membres du Comité Directeur ont été désignés Délégués :

- ✓ **à la Jeunesse : Nicolas GAVRILENKO**
- ✓ **aux Transports : Patrice JUDILLE**
- ✓ **à l'Entreprise : Jacques LEMARCHAND**
- ✓ **à la Communication : Pierre PERTUS**
- ✓ **à la Recherche : Bernard Sergent**

L'assemblée générale a approuvé les textes soumis à la discussion préparatoire des **Assises Nationales** de la Gauche Républicaine, **qui auront lieu samedi 28 janvier 2006 à Othis (Seine-et-Marne).**

Liberté, Egalité, Fraternité,

Laïcité !

La Gauche Républicaine appelle à célébrer le centenaire de la loi du 9 Décembre 1905 qui institua la séparation des Eglises et de l'Etat, et consacra la liberté de conscience, la liberté de croire ou de ne pas croire.

Cette célébration n'a rien d'une simple évocation des combats du passé. Dans un monde confronté à la montée de communautarismes et des intégrismes religieux, elle met en valeur l'actualité de la Laïcité comme valeur républicaine fondamentale, comme voie à suivre pour tous les peuples luttant pour la liberté et l'égalité.

La République, combat toujours inachevé, a pour vocation de faire vivre en harmonie des femmes et des hommes aux origines souvent diverses, des personnes différentes bien sûr, mais toujours des citoyennes et des citoyens égaux en droits et en devoirs.

La Laïcité est le meilleur outil dont nous disposons pour combattre réellement toutes les discriminations et tous les racismes, pour que toutes et tous nous puissions avoir les mêmes droits au travail, au logement, aux soins, à l'éducation, à la promotion sociale.

C'est pourquoi, nous approuvons clairement et sans ambiguïté le vote de la loi d'interdiction du port des signes religieux dans les établissements scolaires.

Face à ceux qui souhaiteraient réviser la loi pour engager le pays sur la voie du modèle américain, libéral et communautariste, actuellement sous la pression de l'obscurantisme religieux, nous affirmons que seule la Laïcité est tournée vers l'avenir et garantit aux hommes et aux femmes de vivre ensemble dans l'égalité et la paix.

Pour la défense et la promotion de la loi de 1905 et de la laïcité sur tout le territoire national, nous appelons à participer :

- A LA REUNION PUBLIQUE du mercredi 7 Décembre, à 19h30, à la Salle des Fêtes de la Mairie du XX^e (métro Gambetta), à l'appel d'organisations féministes et laïques.

- A LA GRANDE MANIFESTATION LAÏQUE du samedi 10 Décembre, à 14h30, Place de la République, dans le cortège féministe et laïque avec la Gauche Républicaine, Pour La République Sociale, l'UFAL, etc....

La Gauche Républicaine